

## Les libéraux de la majorité ne veulent pas faire les frais de la crise

**Les réformateurs de l'UMP approuvent le retour de l'Etat pour faire face à la crise. Soucieux de sauver la face, ils martèlent que le libéralisme n'est « pas l'absence de règle ».**

Leur malaise n'est pas avoué mais il est perceptible. Apôtre du moins d'Etat, les libéraux de l'UMP n'ont d'autre choix, devant l'ampleur de la crise et les appels de l'exécutif à l'unité nationale, que d'applaudir à la démarche interventionniste de Nicolas Sarkozy comme au procès

ralisme », explique-t-il. A condition, évidemment, que cela ne dure pas.

« Qu'il y ait passage d'un cap avec une intervention politique forte n'est pas complètement anormal dans une perspective de court terme », glisse le sénateur Gérard Longuet, vice-président des réformateurs, se défendant d'être « un libéral théologique ». A condition, aussi, que le retour de l'Etat ne mène pas à une augmentation du nombre d'emplois aidés ou à une hausse des dépenses qui reviendrait à « laisser filer » les déficits. Yves Bur, le député du

Bas-Rhin, s'en « méfie ». « Personne, prévient-il, n'a envie de revenir à une gestion étatisée de l'économie. »

Attaqués par le PS, moqués en privé par leurs collègues de la majorité, les représentants de l'aile libérale de l'UMP veulent surtout éviter de faire politiquement les frais de la crise. Hervé Novelli lui-même met la dernière main à un texte, à paraître dans la presse, dans laquelle il explique que le libéralisme n'est en aucun cas « l'absence de

règle ». « Le libéralisme est forcément humaniste, libéral et social, forcément éthique et moral », insiste le député Yanick Paternotte, se disant « frappé par la confusion mentale et philosophique autour du mot "libéralisme" », qui n'est « pas le capitalisme sauvage ».

Ces efforts des libéraux visent à rejeter la responsabilité de la crise sur les « spéculateurs », accusés d'avoir perverti un système fondé sur le « capitalisme entrepreneurial », sur « le travail, l'effort, le mérite ». « Ceux qui ont bâti un système qui accélère la crise soi-disant pour prévenir les risques ne sont pas des libéraux », défend Jean-Michel Fourgous. Gérard Longuet le dit lui aussi, mais d'une manière plus imagée : « Le marché automobile est libre. Cela n'empêche pas le Code de la route et les crash-tests ! »

PIERRE-ALAIN FURBURY



Eric Fohlen/AFAP

Hervé Novelli et Gérard Longuet.

du capitalisme qu'il instruit. Même le député ultralibéral Jean-Michel Fourgous, qui préfère se décrire comme « pragmatique », juge désormais qu'« il ne serait pas inhumain que ceux qui ont fait des bénéfices excessifs sans produire des richesses rendent des comptes ».

### « Perspective de court terme »

Recapitalisation de banques par une société publique, prise de contrôle des établissements, encadrement des parachutes dorés et des rémunérations des dirigeants d'entreprise : « Aucun problème ; je m'en accommode très bien », assure le ministre Hervé Novelli, chef de file des réformateurs, un club qui regroupe une centaine d'élus libéraux. « Dès lors que les banques sont dans une situation de faillite, des prises de participation ne me paraissent pas contradictoires avec le libé-